



Eidgenössische Finanzverwaltung
Administration fédérale des finances
Amministrazione federale delle finanze

3003 Bern 20. Juli 1990

☎ 031/61 60 56

Ihr Zeichen
Votre signe
Vostro segno

Unser Zeichen
Notre signe
Nostro segno 972.39/It/itimfkg1.txt

EDA - VD J.-F. Giovannini
- Min. A. Lautenberg

EVD - Botsch. P.-L. Girard

SNB - VD M. Dubois

Kontaktgruppe Bretton Woods-Institutionen

Sehr geehrte Frau Dubois
sehr geehrte Herren

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	799.20 BWI
EE	
R	23. JULI 1990
Kopie an	

Im Nachgang zu unserer letzten Sitzung finden Sie in der Beilage das Beschlussprotokoll und das überarbeitete Synthesepapier. Für die kommende Sitzung vom 24. Juli 1990 mit der IMF Mission sind folgende Unterlagen beigelegt:

- Programm
- Grundlagenpapier für die Gespräche der Kontaktgruppe BWI
- Empfehlungen der Kontaktgruppe BWI an Bundesrat Stich und Präsident Lusser

Den weiteren Teilnehmern ihrer Organisation an den Sitzungen haben wir die Unterlagen direkt zugestellt.

Mit freundlichen Grüßen
Währung, Wirtschaft, Tresorerie


VD Kaeser

Kopie z.K. an:

- Direktor Gygi

EIDG. FINANZVERWALTUNG
 Währung und Wirtschaft
 972.39 Zu/Zukonpr2.txt


Bern, 19. Juli 1990

Kontaktgruppe Bretton Woods-Institutionen

Beschlussprotokoll der Sitzung vom 16. Juli 1990

Teilnehmer: EDA: Lautenberg, Escher, Touron; EVD: Jeker, Brodmann, Denzer, Muller; SNB: Roth, Dubois; EFD: Kaeser, Ith, Zurbrügg

- Im Synthesepapier muss auf die von Spanien geäußerten Bedenken bezüglich der schweizerischen Quotavorstellung hingewiesen werden. Nach Meinung der Kontaktgruppe sollte - im Anschluss an die unmissverständlichen Äusserungen von Staatssekretär Perez gegenüber dem schweizerischen Botschafter in Madrid (Telex vom 12.7.90) - mit den spanischen Behörden Kontakt aufgenommen werden. (Eine entsprechende Notiz von VD Kaeser wurde Bundesrat Stich am 17.7.90 zugestellt.)
- Am Programm für die 2. IMF-Mission vom 24. Juli 1990 wurden folgende Änderungen vorgenommen:
 - Vor dem Mittagessen findet eine Sitzung zwischen Bundesrat Stich und Präsident Lusser mit Vertretern der Kontaktgruppe statt, um die "Botschaft" an Bundesrat Delamuraz vorzubereiten.
 - Das Mittagessen wird von VD Kaeser offeriert, da das Niveau der IMF-Delegation eine Einladung durch Bundesrat Stich und Präsident Lusser nicht rechtfertigt.
- Die Passage im Grundlagenpapier über den Einbezug der Treuhandgelder bei der Quotenberechnung werden von der SNB überprüft. Zudem werden Argumente geliefert, welche die Berücksichtigung des Goldhandels auf Bruttobasis im Falle der Schweiz rechtfertigen würden.
 Das "Fazit" wird gestrichen und die Empfehlungen an Bundesrat Stich und Präsident Lusser wie folgt ausgerichtet:
 1. Festhalten an den schweizerischen Forderungen bezüglich Quote und 23. Sitz;
 2. Argumentation auf der Basis des Aide-Mémoires;
 3. Hinweis auf den "negative bias", der bei einem Bezug der schweizerischen Quote auf die Fälle Spanien und westafrikanische Ländergruppe entsteht.


 F. Zurbrügg

Verteiler: EDA: Giovannini, Lautenberg; EVD: Girard; SNB: Dubois; EFD: Kaeser

Berne, le 16 juillet 1990

Adhésion de la Suisse aux Institutions de Bretton Woods (IBW)
Document de synthèse

1. Situation actuelle

Le 20 décembre 1989 le Conseil fédéral a mandaté le chef du Département fédéral des finances de conduire, conjointement avec le président de la direction générale de la Banque nationale suisse, des **pourparlers exploratoires** avec des Etats membres du FMI. La position initiale adoptée par la Suisse dans la question d'une adhésion éventuelle aux institutions de Bretton Woods est consignée dans l'aide-mémoire du 14 février 1990 (voir annexe). La possibilité de siéger dans les conseils d'administration des deux institutions y est considérée comme un élément déterminant de la décision du Conseil fédéral. Cette revendication est justifiée par le fait que la Suisse joue un rôle éminent dans le monde économique sur les plans monétaire et financier.

Plusieurs entretiens ont eu lieu entre le 25 février et le 8 mai 1990 avec les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des Dix et de divers pays en développement¹. D'autres discussions sont prévues au début du mois d'août ou à la mi-septembre 1990 avec le Brésil, le Chili, le Mexique et l'Arabie séoudite.

Les rencontres qui se sont déroulées jusqu'ici permettent de conclure que tous les pays saluent en principe l'adhésion de la Suisse et sont disposés à lui accorder une quote-part correspondant à sa capacité économique et financière². L'idée de la création d'un siège additionnel (le 23e) au conseil d'administration du FMI a partout été accueillie favorablement sauf aux Etats-Unis. Ces derniers sont de l'avis qu'il peut également être satisfait à la demande suisse sans élargir le conseil d'administration (Dans les pourparlers exploratoires les discussions se sont concentrées sur le FMI parce que les parts suisses du capital des autres IBW sont, en partie, directement dépendantes de la quote-part du FMI).

Sur la base de ces éléments, le Conseil fédéral a décidé, le 16 mai 1990, de présenter les **lettres de candidature** pour l'adhésion aux institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Association internationale de développement, Société financière internationale). Ce n'est toutefois qu'en connaissance des modalités précises de l'adhésion - avant tout du montant de la quote-part - que le Conseil fédéral statuera sur l'opportunité de présenter

¹ Canada, France, Italie, Japon, Etats-Unis, Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne, Suède, Belgique, Iran, Zaïre, Côte-d'Ivoire, Chine, Inde, Egypte, Argentine.

² L'Espagne et, dans une certaine mesure, le Mexique ont fait savoir qu'ils considéraient comme exagérées les prétentions de la Suisse.

aux Chambres un message sur l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods, laquelle serait sujette au référendum facultatif.

Après la présentation des demandes d'adhésion, le FMI a envoyé une mission technique en Suisse dont la tâche consistait à recueillir les informations nécessaires pour établir un profil du pays requérant et calculer sa quote-part. La délégation du FMI a mené ses pourparlers entre les 20 et 26 juin 1990 avec des représentants de la BNS et de divers offices fédéraux.

2. Perspectives

Une deuxième mission du FMI séjournera à Berne le 24 juillet 1990. Elle y soumettra les conclusions du rapport de la mission technique ainsi que les valeurs indicatives de la quote-part suisse, et discutera avec des représentants de l'administration fédérale de la suite des opérations. La délégation du FMI rencontrera notamment pour un entretien Messieurs Stich, conseiller fédéral, et Lusser, président de la direction générale de la BNS.³

Le calendrier concernant la suite des mesures en matière d'adhésion de la Suisse aux IBW se présente comme suit:

- A fin août/début septembre sera constitué le "Membership Committee", dont le président est nommé par le directeur général du FMI. Sur la base du rapport des missions susmentionnées du FMI, le comité propose une quote-part pour notre pays et soumet cette proposition aux autorités suisses. Si ces dernières acceptent en principe la proposition, la recommandation est soumise au conseil d'administration. Les organes compétents de la Banque mondiale en sont informés régulièrement.
- Les conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale décideront, à fin septembre/début octobre, de l'attribution de la quote-part effective au FMI et des quotes-parts au capital de la Banque mondiale et de ses succursales, et ils soumettront à leurs conseils des gouverneurs ce qu'on appelle une "membership resolution". C'est sur la base de cette décision que le Conseil fédéral se prononcera sur la suite à donner.
- Les décisions des conseils des gouverneurs (50% au moins des quotes-parts avec une participation minimale des 2/3 des pays membres) seront prises par voie de correspondance et devraient nous être communiquées à fin décembre 1990.
- Septembre 1992: Elections des conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale.

La question de savoir si la Suisse peut désigner un administrateur ne sera tranchée que lors des élections des conseils d'administration en 1992. Aucune promesse ne peut être faite avant ces élections. Les chances d'obtenir un siège aux conseils d'administration dépendent toutefois dans une large mesure du montant de la quote-part suisse et de la

³ Le chef du Département fédéral de l'économie publique qui, le même jour (probablement à 17.00 h, heure locale de Washington), rendra une visite de courtoisie à Monsieur Camdessus, directeur général du Fonds, sera informé, par téléfax, des résultats des entretiens qui auront eu lieu à Berne.

disponibilité des Etats membres du FMI à adhérer à un groupe de pays dirigé par la Suisse.

Le calendrier ci-après est prévu sur le plan de la politique intérieure:

- En automne 1990, le Conseil fédéral décidera, au vu de la décision définitive qui aura été prise alors concernant la quote-part de la Suisse, s'il veut soumettre aux Chambres un message sur l'adhésion de notre pays aux IBW⁴.

Si la décision est positive, on pourrait envisager le calendrier suivant:

- Session d'hiver 90: nomination de la commission du conseil prioritaire
- Janvier 91: approbation du message sur l'adhésion par le Conseil fédéral
- Session de printemps 91: examen au conseil prioritaire
- Session d'été 91: examen au deuxième conseil
- Session d'automne 91: élimination éventuelle des divergences
- Septembre/décembre 91: expiration du délai de référendum
- Mars/juin 92: votation populaire s'il y a référendum. En cas de rejet => adhésion

⁴ Si l'on renonce à prévoir une "session de réserve" pour l'élimination des divergences, un décalage du calendrier d'un trimestre serait possible, voire judicieux, sans que l'on soit talonné par les délais imposés par la procédure externe.

IMF Membership Mission / Gespräche vom Dienstag, 24. Juli 1990 in Bern

Programm

0900-0930	Vorbereitungssitzung der Kontaktgruppe BWI (Büro 112 von VD Kaeser, Bernerhof)
0930-1100	Arbeitssitzung zwischen der IMF Delegation und der Kontaktgruppe BWI (Sitzungszimmer 32, Bernerhof)
1100-1130	Briefing von Bundesrat Stich und Präsident Lusser über die Arbeitssitzung (Büro von Bundesrat Stich, Bernerhof)
1130-1215	Gespräche zwischen der IMF Delegation, Bundesrat Stich und Präsident Lusser (Büro von Bundesrat Stich)
1215-1245	Absprache über Inhalt und Form der Orientierung von Bundesrat Delamuraz (Büro von Bundesrat Stich, Bernerhof)
1300	Mittagessen im Hotel Bellevue (Gastgeber: VD Kaeser)
nachmittags	ev. weitere Arbeitsgespräche zwischen der IMF Delegation und der Kontaktgruppe BWI (Sitzungszimmer 32, Bernerhof)

IMF Delegation

Philippe de Fontenay
David
 Patrick Williams) gemeinsame Delegationsleitung

Harilaos Vittas

c/o Hotel Bellevue, Kochergasse 3-5, 3011 Bern, Tel. 22 45 81

Kontaktgruppe BWI	Daniel Kaeser (Delegationsleiter)
EDA	Paul Fivat, Regina Escher
EVD	Rolf Jeker, Werner Keller
EFV	Fritz Zurbrügg
SNB	Jean-Pierre Béguelin, Monique Dubois

- 2 -

Schweiz. Teilnehmer am:

Briefing	Kaeser, Jeker, Dubois, Fivat
Gespräch Stich/Lusser	Entscheid an Ort
Absprache Sitzung	dito
Mittagessen	Kaeser, Jeker, Dubois, Fivat

Uebersetzer:

Rudolf Glarner
Im Chnolli
8707 Uetikon a/See
(Tel. 01/920 58 63)

Kopie z.K. an:

Schweiz. Botschaft in Washington

EFV/WW
972.39/It/ITIMFM12.TXT 20.7.90

Sitzung vom 24. Juli 1990 zwischen der IMF Membership Mission und der Kontaktgruppe BWI / Grundlagenpapier

An der Sitzung vom 24. Juli wird die IMF-Delegation den Berichtsentwurf der technischen Mission erläutern, die Spannweite für die schweizerische Quote bekanntgeben und das weitere Vorgehen besprechen wollen.

Die IMF-Delegation wird bezüglich der schweizerischen Volkswirtschaft kaum mehr grundlegende Fragen haben und sich daher in erster Linie darauf beschränken, die Bestimmungsgründe für die Höhe und die Spannweite der vorgeschlagenen Quote zu erläutern. Aufgrund der von der technischen Mission bei ihrem Besuch in Bern gemachten Andeutungen kann mit Sicherheit angenommen werden, dass die vom IMF vorgeschlagene Quote für die Schweiz nicht ausreichen wird, um die Stimmkraft der Gruppe der französischsprachigen westafrikanischen Länder zu erreichen.

1. Betrachtungen zu den Grundlagen für die kalkulierte Quote

Ausgangspunkt für den Quotenvorschlag ist die kalkulierte Quote, welche auf der Basis der 8. Revision errechnet wird. Da die Berechnungsformeln fest vorgegeben sind, besteht nur bei den zugrundegelegten Zahlenreihen allenfalls ein Handlungsspielraum. Welches sind die diesbezüglichen Möglichkeiten, um die kalkulierte Quote für die Schweiz anzuheben?

Im Umfeld der Gespräche mit der ersten IMF-Mission ist die Frage aufgetaucht, in welcher für uns günstigen Form der Goldhandel und die Treuhandgelder in die Berechnungen einbezogen werden könnten. Ebenfalls geprüft werden soll nachfolgend der Aspekt der Bewertung des Goldes bei den Währungsreserven.

Was den Import und den Export von Gold betrifft, so würde ihre Berücksichtigung auf **Bruttobasis** die kalkulierte Quote der Schweiz um 20% erhöhen. Diese Messart gelangt etwa beim Goldproduzenten Südafrika zur Anwendung, nicht aber bei Grossbritannien. Der IMF argumentiert, dass der Bruttoansatz im Falle eines Goldproduzenten gerechtfertigt sei, bei Ländern mit Goldhandelsplätzen aber nur die **Nettowerte** in die laufende Bilanz aufgenommen werden könnten. Sachlich lässt sich dieses Argument nicht widerlegen und es dürfte ein unmögliches Unterfangen sein, den IMF umzustimmen, d.h., anders als Grossbritannien behandelt zu werden.

Der Einbezug von Treuhandpositionen in der Zahlungsbilanz lässt sich weder auf der Brutto- noch auf der Nettobasis rechtfertigen; in der Ertragsbilanz können nur, wie dies vom IMF getan wird, die von den Banken erhobenen Kommissionserträge auf den Treuhandanlagen von **Ausländern** erfasst werden. Bei den Treuhandanlagen von **Inländern** figurieren die Bestandesänderungen in der Kapitalverkehrsbilanz und die Kapitalerträge in der Ertragsbilanz. Die Kommissionen finden hingegen nicht Eingang in die Ertragsbilanz, da sie einen inländischen Verdienst darstellen.

Bei der Bewertung des Goldes für die Währungsreserven unterstellt der IMF einen Umrechnungskurs von 35 SZR die Feinunze. Der Marktpreis beläuft sich zurzeit auf das rund Siebeneinhalbfache. Da dieser Umrechnungskurs bei allen Ländern zur Anwendung gelangt, ist nicht anzunehmen, dass der Schweiz eine Sonderbehandlung zugestanden wird. Dennoch wäre auf den Umstand hinzuweisen, dass die Schweiz mit einem überdurchschnittlich hohen Goldanteil an ihren Währungsreserven besonders hart von dieser Regelung getroffen wird.¹

2. Von der kalkulierten zur effektiven Quote

Aufgrund der vom IMF zugrundegelegten Zeitreihen ergibt sich für die Schweiz eine **kalkulierte Quote von 3381 Mio. SZR** (1,62% am Total). Aus schweizerischer Sicht könnte man versucht sein, anstatt der 8. die 9. Quotenrevision als Bezugspunkt ins Spiel zu bringen. Aber auch damit eröffnet sich kein gangbarer Ausweg, denn die kalkulierte Quote steigt unter der beschlossenen aber noch nicht in Kraft getretenen 9. Quotenrevision nur gerade auf 4780 Mio. SZR (1,45% am Total), also um weniger als die durchschnittliche Quotenaufstockung von 50%!

Auf seinem Weg zu einem Vorschlag für die **effektive Quote** situiert der IMF den Beitrittskandidaten in eine Ländergruppe mit vergleichbaren Zahlenreihen für das BIP **oder** die Summe der Einnahmen und Ausgaben in der laufenden Bilanz **oder** die kalkulierten Quoten (Regel: $\pm 1/3$). Aufgrund dieser Methode befindet sich die Schweiz in einer Gruppe von 16 Ländern (Beilage 1).

Anschliessend wird der Mittelwert und der Median für die Schweiz aus den Verhältniszahlen zwischen den effektiven und kalkulierten Quoten der Vergleichsländer errechnet. Dabei werden Extremwerte ausgeschaltet; im Falle der CSFR waren es jene, die über 1 und unter 0,2 lagen. In der Beilage 2 wird aufgezeigt, wie sich Mittelwert und Median für unser Land verändern, wenn 2 Extremwerte (Iran und Irak) wegfallen. **Wir ziehen daraus den Schluss, dass für die Schweiz ein Median von 0,436 und ein Mittelwert von 0,443 zur Anwendung gelangen wird.**

Im Falle der CSFR - als dem zuletzt dem IMF beigetretenen Land - lag die effektiv zugestandene Quote (590 Mio.SZR) um 11,3% über der unteren und um 6,1% über der oberen "Ratio". Wenn die Verhältnisse der CSFR in strenger Analogie unterstellt werden, ergibt sich für die Schweiz folgendes Bild:

¹ Unter dem Gesichtspunkt der Gleichbehandlung des Goldes mit den Devisen ist die seit 1968 unveränderte Relation problematisch: die faktische Berücksichtigung der Zins- und Zinseszinsen auf den Devisen müsste sich in einer entsprechenden Anpassung des Goldpreises niederschlagen.

- 3 -

	Median	Mittelwert
kalkulierte Quote	x $\frac{0,436}{3\,381}$	$\frac{0,443}{3\,381}$
	1 474	1 498
CSFR-Zuschlag	x $\frac{1,061}{1\,564}$	$\frac{1,113}{1\,667}$

In einem letzten Anpassungsschritt muss u.E. bei der Quotenfestsetzung noch dem Umstand Rechnung getragen werden, dass die Schweiz - im Unterschied zu allen ihren Vergleichsländern (und zu jenen der CSFR) - einen bedeutenden Finanzplatz besitzt. Die diesbezügliche Gewichtung ist allerdings schwierig vorzunehmen.

Der IMF dürfte argumentieren, dass diese Anpassung dort ihre Grenzen finden müsse, wo die der Schweiz zugestandene "Ratio" über jener der USA (0,51) bzw. Grossbritanniens (0,53) zu liegen käme. Der Beilage 2 kann entnommen werden, dass dies bei einer effektiven Quote von 1792 Mio.SZR der Fall wäre.

Als Gegenargument könnte unsererseits ins Feld geführt werden, dass der Finanzplatz Schweiz im Verhältnis zur Volkswirtschaft unseres Landes bedeutend grösser sei als jener der USA und Grossbritanniens und somit auch eines grösseren Korrekturfaktors bedürfe. (Vgl. hierzu die von der Kontaktgruppe BWI gemachten Empfehlungen an Bundesrat Stich und Präsident Lusser).

3. Fragen an die IMF Mission:

- Mit welchem Prozentzuschlag könnte die Schweiz unter der 9. Quotenrevision rechnen?
- Was passiert, falls die Schweiz sich nicht mit dem Membership Committee einigen kann? (Schubladisierung?)
- Zeitplan für das weitere Vorgehen.

2 Beilagen

EFV/WW

972.39/It/Zu/itimfkgv.txt 20.7.90

Quotenberechnung IMF mit definitiven Zahlen für die Schweiz

Beilage 1

	1980 (in Mio. SZR)	Range zur Auswahl der Vergleichsländer	
		+ 1/3	-1/3
GDP	78098	GDP 104131	52065
Current receipts	26437		
Current payments	25193		
Sum	51630	Sum 68840	34420
Reserves	13125		
Variability	675		
Formulas			
Bretton Woods	3376.2	$(0.01GDP + 0.025R + 0.05P + 0.2276Var) * (1 + C/GDP)$	
Scheme III	3533.9	$(0.0065GDP + 0.020512R + 0.078P + 0.4052Var) * (1 + C/GDP)$ Adj. Factor= 0.87556413	
Scheme IV	3560.4	$(0.0045GDP + 0.03896768R + 0.07P + 0.76976Var) * (1 + C/GDP)$ Adj. Factor= 0.84551136	
Scheme M4	3391.7	$(0.005GDP + 0.042280464R + 0.044(P + C) + 0.8352Var)$ Adj. Factor= 0.89075949	
Scheme M7	3370.0	$(0.0045GDP + 0.05281008R + 0.039(P + C) + 1.0432Var)$ Adj. Factor= 0.89571728	
Calculated Quota			
Bretton Woods	3376.2		
D-schnitt der beiden tiefsten Werte der übrigen Formeln	3380.8	Quota 4 508	2 254

Vergleichsländer (aufgrund der 80er Zahlen)

	Actual Quota	Calculated Quota	Ratio	GDP	Receipts+ Payments	Var	Reserven
Saudiarabien	3 202	8 469	0.378	88 721	82 361	6 044	16 590
Belgien/Luxemburg	2 157	6 181	0.349	95 173	98 938	2 053	6 496
Iran	660	3 996	0.165	58 513	35 147	3 069	11 253
Spanien	1 286	3 513	0.366	161 960	42 134	721	9 989
Brasilien	1 461	3 302	0.442	182 697	32 932	627	4 820
Schweden	1 064	3 143	0.339	95 080	48 417	965	2 910
China	2 391	2 999	0.797	208 000	21 616	709	2 444
Iraq	504	2 712	0.186	31 795	22 343	1 585	20 514
Mexiko	1 166	2 534	0.460	143 169	25 204	688	2 021
Australien	1 619	2 518	0.643	107 190	34 043	756	1 616
Nigeria	850	2 491	0.341	69 023	25 532	1 579	6 476
Venezuela	1 372	2 329	0.589	46 121	23 416	1 537	5 686
Oesterreich	776	2 246	0.346	59 240	35 820	488	4 031
Südafrika	916	1 913	0.479	61 447	27 059	809	1 099
Indonesien	1 010	1 841	0.548	53 656	21 851	950	4 109
Yugoslawien	613	1 427	0.430	53 535	21 688	300	809
Mittelwert			0.408				
Median			0.404				
Schweiz	1 379	3 381		78 098	51 630	675	13 125

Beilage 2

Quotenberechnung bei Elimination der Extremwerte

Schweiz	Mit 14 Ländern	Ohne Iran	Ohne Iran und Iraq
Mittel	0.408	0.428	0.443
Median	0.404	0.430	0.436
Eff. Quote	1 379	1 454	1 497

Argument Finanzplatz (eff. Quote unter Anwendung der Koeffizienten der USA und GB)

	Koeff. USA= 0.51	Koeff. GB= 0.53
Eff. Quote Schweiz	1 724	1 792

Sitzung vom 24. Juli 1990 zwischen der IMF Membership Mission, Bundesrat Stich und Präsident Lusser / Empfehlungen der Kontaktgruppe BWI

Ausgangslage: Aufgrund des Verfahrens, wie der IMF die effektive Quote eines beitretenden Landes auf technischer Ebene ermittelt und der Äusserungen seitens von Mitgliedern der ersten IMF Mission muss davon ausgegangen werden, dass der Vorschlag für die schweizerische Quote unter dem Quotentotal der französischsprachigen Ländergruppe Schwarzafrikas liegen wird.

Die Kontaktgruppe ist in ihrer Analyse zum Schluss gekommen, dass es keine sachlichen Argumente gibt, um den Goldhandel mit dem für uns vorteilhafteren Bruttoansatz zu erfassen und die Treuhandgelder in veränderter Form in die Quotenberechnungen einfließen zu lassen. Hingegen ist sie der Meinung, dass gegenüber der IMF Delegation auf den Umstand hinzuweisen wäre, dass die Schweiz wegen ihres weit überdurchschnittlich hohen Goldbestandes an ihren Währungsreserven (ein Parameter für die kalkulierte Quote) und des seit 1968 unveränderten Umrechnungskurses für Gold (35 SZR pro Feinunze; gegenwärtiger Marktwert: rund 270 SZR) ungebührlich benachteiligt wird.¹

Die Kontaktgruppe BWI empfiehlt, an den bisherigen Forderungen (Quote von mindestens 2 Mrd. SZR und Schaffung eines 23. Sitzes) festzuhalten. Nebst dem Problem der krassen Unterbewertung des Goldes, wären die im Memorandum enthaltenen Argumente zu wiederholen, etwa in der folgenden weiterentwickelten Form:

- Die Schweiz hat einen Finanzplatz, der zwar absolut kleiner als die Finanzplätze der USA und Grossbritanniens, gemessen an den Volkswirtschaften jedoch bedeutend gewichtiger ist. Entsprechend sollte auch der Korrekturfaktor zur Berücksichtigung unseres Finanzplatzes in der schweizerischen Quote grösser sein.
- Der hohe währungspolitische Stellenwert der Schweiz kommt auch darin zum Ausdruck, dass sie bei verschiedenen internationalen Währungsaktionen grosse Anteile übernommen hat. Beispielhaft sei nur der schweizerische Anteil an den Allgemeinen Kreditvereinbarungen erwähnt, der mit 6% einem Viertel der von den USA übernommenen Verpflichtungen entspricht bzw. 60% der Verpflichtungen Grossbritanniens ausmacht. Die schweizerischen Behörden gehen davon aus, dass diese Zusammenhänge vom IMF berücksichtigt werden, d.h., dass sie sich in einer entsprechenden Quote für unser Land niederschlagen.

¹ Die Anrechnung des Goldes zum gegenwärtigen Marktwert ergäbe für die Schweiz eine um 20% erhöhte kalkulierte Quote. Dabei gilt es allerdings zu beachten, dass bei dieser Methode die kalkulierten Quoten der anderen Länder ebenfalls etwas ansteigen würden.

(Diese Kongruenz würde es den schweizerischen Währungsbehörden erleichtern, bei internationalen Währungsaktionen auch in Zukunft eine Rolle zu übernehmen, die ihrem monetären und finanziellen Gewicht entspricht).

- Die Bedeutung und die Tragfähigkeit des schweizerischen Finanzplatzes wird noch durch eine Reihe von zusätzlichen Faktoren untermauert:
 - Die Schweiz verfügt über bedeutende offizielle Währungsreserven (An 8. Stelle (1988) bei einer Bewertung der Goldreserven zu 35 SZR die Unze, bei einer solchen zum Marktpreis läge sich noch weiter vorne);
 - ihre Währung steht im 6. Rang unter den Reservewährungen;
 - der Schweizerfranken nimmt bei den internationalen Anleihen den 3. Rang ein;
 - sie hat - gemessen am BIP - den drittgrössten Ertragsbilanzüberschuss unter den Industrieländern (1987; D: 4,1%, J: 3,6%, CH: 3,4%);
 - sie nimmt bezüglich der Direktinvestitionen im Ausland weltweit den 5. Platz ein und
 - die Wertschöpfung im Bereich der Finanzdienstleistungen beträgt 8,5% des BIP (USA: 2,2%).

- Der IMF sollte bei der Festlegung der schweizerischen Quote an den genannten Parametern Mass nehmen und nicht an (objektiverweise) zu tiefen Quoten gewisser Länder (z.B. Spanien) oder an politischen Ueberlegungen bezüglich der französischsprachigen Ländergruppe Westafrikas. Das Problem zu tiefer Quoten einzelner Mitgliedsländer ist zu lösen, indem diese erhöht und nicht indem die Quoten von neu beitretenden Ländern tiefgehalten werden; das Problem der genannten Ländergruppe liesse sich mit der Bildung eines 23. Sitzes aus der Welt schaffen.